



Organización Internacional del Café
Organizaçào Internacional do Café
Organisation Internationale du Café

ICC 87-4

24 septembre 2002
Original : espagnol

F

Allocution

Conseil international du Café
Quatre-vingt-septième session
24 – 27 septembre 2002
Londres, Angleterre

**Allocution de M. Néstor Osorio,
Directeur exécutif de l'OIC,
au Conseil international du Café
à Londres, le 24 septembre 2002**

Je remercie la Présidente et je salue tous les délégués qui assistent à la présente session du Conseil.

Ainsi que l'a bien dit la Présidente, nous nous réunissons à nouveau dans des circonstances critiques qui continuent à peser lourdement sur le sort du secteur caféier des pays producteurs. La situation actuelle des prix pénalise durement les producteurs d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. En ma qualité de Directeur exécutif, j'ai tenté, dans mes propositions et initiatives du mois de mai dernier, de susciter et d'encourager l'appréciation de la nature de la crise actuelle, de ses conséquences et de l'importance de la coopération internationale et de la présente Organisation comme instrument fondamental de cette coopération en matière de café qui consacre ses activités, ses décisions et ses efforts à la recherche de formules et de solutions susceptibles d'améliorer véritablement la rémunération et le niveau de vie du producteur de café tout en assurant des conditions équitables au consommateur et en garantissant l'approvisionnement de cette matière première qui est la substance nourricière de l'industrie caféière avant d'arriver au consommateur final.

C'est pour cela que, dès mon entrée en fonction, j'ai déployé une intense activité internationale pour susciter, chez les responsables des décisions politiques en matière de coopération internationale et d'aide dans les organismes internationaux, une prise de conscience de la nécessité de canaliser les ressources pour tenter de résoudre les problèmes que rencontrent les pays en développement fortement tributaires des produits de base comme le café. Dans toutes ces occasions, aussi bien dans les capitales qui sont des centres de décision importants comme Washington, Bruxelles ou Genève que dans les instances à caractère régional que j'ai visitées, j'ai souligné l'importance et le besoin de mener à bien un programme cohérent et coordonné pour rechercher des solutions à apporter à cette crise. On relève déjà, dans les centres de décision importants, une meilleure appréciation générale de la

gravité et des répercussions socio-économiques de la crise des prix du café. Cette question est devenue un thème d'analyse et un sujet d'intérêt dans les autres organisations et agences internationales. Dans toutes mes visites, j'ai pu apprécier l'existence d'une très forte réceptivité. La Banque mondiale et les agences de développement des États-Unis, la Communauté économique européenne et certains gouvernements m'ont fait part de leur désir et de leur volonté de coopérer. Je crois qu'une impulsion a été donnée et que les conditions sont maintenant réunies pour définir un mode de coopération.

La tâche qui est actuellement la nôtre consiste à formuler des projets et propositions spécifiques à objectifs multiples en matière d'aide au producteur et d'assistance au consommateur. Dans l'industrie et le commerce du café, on a constaté que le déséquilibre entre l'offre et la demande et la détérioration consécutive des prix à la production ont suscité une inégalité dans la répartition des revenus. Cette situation n'est pas le produit d'une politique retorse ou d'une initiative délibérée de l'industrie à cette fin précise ; la raison en est la situation anarchique du marché au cours des dix dernières années. Le monde agricole bénéficie de toutes sortes de protections et le café est l'un des rares produits qui en est dépourvu. Il ne s'agit pas, et je ne l'ai du reste pas proposé, de revenir aux vieux systèmes mais il est indispensable de concevoir et de mettre sur pied des programmes et mesures qui fassent intervenir différents instruments de soutien et de défense afin d'obtenir une juste valorisation du café et de permettre une plus forte participation du producteur aux profits qui actuellement lui échappent.

Cette situation a été récemment analysée, étudiée et, dans un cas particulier, dénoncée par des organismes indépendants et j'en ai déjà informé séparément les groupes des Producteurs et des Consommateurs de l'OIC. Je me réfère précisément à l'organisation non gouvernementale Oxfam qui vient d'achever une étude menée pendant plus d'un an dans diverses régions du monde. Certaines de ses observations, conclusions et recommandations ne sont pas forcément partagées par l'OIC et par son Directeur exécutif et nous ne pouvons pas nous associer aux accusations portées contre un secteur particulier de la profession mais nous sommes d'accord avec ses constatations quant à l'existence d'une crise, de ses répercussions et de la nécessité de rechercher des solutions. C'est pour cette raison que j'ai pris la décision d'accueillir favorablement l'initiative et l'étude d'Oxfam et j'en assume la pleine responsabilité car je pense qu'il s'agit d'une contribution significative à la cause caféière et à la prise de conscience par la communauté internationale d'un problème qui requiert une attention immédiate. Je n'ai pas hésité non plus à adresser un message très concret sur la nature de cette crise au Sommet mondial sur le développement durable qui s'est tenu récemment à Johannesburg. Ma communication a été distribuée aux groupes de travail sur les problèmes des pays en développement tributaires des produits de base qui l'ont analysée. Elle a été la seule qui ait été faite sur un produit donné et a servi d'exemple pour étudier des solutions et des mesures à prendre afin de prêter un meilleur appui et assurer de meilleures conditions de vie à tant de millions d'individus dont l'existence est tributaire d'un produit de base. J'ai utilisé les moyens dont je disposais pour informer la communauté

internationale de la nature des problèmes qui affectent le monde caféier tout en lui demandant son appui dans la recherche de solutions et dans la mise en œuvre de projets et programmes que l'OIC pourrait exercer en sa qualité de centre nerveux de la coopération internationale en matière de café.

Je crois que mon message a été favorablement entendu et a suscité un vif mouvement de coopération. Il appartient maintenant à l'Organisation internationale du Café et à ses pays Membres de poursuivre leurs efforts concrets pour identifier des projets et réunir des ressources afin d'aider les pays en question. Des propositions ont d'ailleurs déjà été formulées tant en ce qui concerne l'amélioration de la qualité que la promotion et la diversification. Telles sont mes observations générales sur la situation du café et son environnement politique. En outre, lorsque je procéderai à l'analyse de l'évolution du marché, je compte évoquer les éléments saillants de la situation pendant la durée du mois d'août 2002 tels qu'ils ressortent de mon rapport mensuel aux pays Membres qui traite des variables et des paramètres et contient une analyse générale de la situation pendant l'année caféière 2001/02.

Je voudrais maintenant évoquer les thèmes particuliers qui doivent être examinés par le Conseil. Compte tenu de l'importance que revêt le renforcement de la participation à l'Accord, j'ai présenté un projet de résolution pour inviter les États-Unis à reprendre leur place au sein de l'Organisation internationale du Café. Il importe également de définir les tâches à exercer en matière de promotion afin de mettre sur pied un système ou un programme de travail qui permette de réaliser des projets et de recueillir les ressources nécessaires. De même il est indispensable de mettre en œuvre avec la plus grande diligence la Résolution numéro 407, s'agissant d'un instrument qui engage les pays exportateurs à appliquer un mécanisme qui constituera de toute évidence une étape importante vers la rationalisation de la production. Si nous voulons faire augmenter la consommation de café, si nous voulons recruter davantage de consommateurs, nous ne pouvons pas continuer à leur offrir des cafés de qualité médiocre que le commerce absorbe et met à la disposition des consommateurs parce qu'ils sont disponibles sur le marché. Il convient de corriger cette pratique, ce qui contribuera à assurer de meilleures recettes aux producteurs de café et à consolider la profession dans les pays importateurs. Toute détérioration du produit qui est la substance nourricière de la profession nuit à la capacité de populariser la boisson auprès du public. J'ai conscience que la mise en œuvre de la Résolution peut soulever certaines difficultés mais je demande instamment à tous les pays qui les éprouvent de ne pas renoncer à appliquer la Résolution et de nous expliquer quels sont leurs problèmes et comment nous pourrions les aider et leur trouver un appui extérieur pour résoudre les difficultés d'infrastructure, de choix de café et de teneur en humidité, c'est-à-dire pour respecter les normes définies par la Résolution. Il est bien évident que, en adoptant le programme d'amélioration de la qualité, le Conseil a agi en sachant qu'il fait partie d'un plan à long terme et que ce n'est qu'un premier pas. Je vous invite à procéder à la mise en œuvre de la Résolution dans un esprit de solidarité étant entendu que, si des difficultés surgissent, nous

ferons tout notre possible pour les aplanir. Dans un rapport que je compte présenter sous peu sur le résultat des travaux du Comité de la qualité, j'indiquerai dans quelle mesure les pays importateurs sont disposés à fournir des renseignements réguliers sur le déroulement du programme à partir de leurs observations sur la qualité des cafés importés.

Je remercie la Présidente de m'avoir permis de formuler ces observations devant le Conseil et j'espère que, sous sa direction éclairée, les travaux de ce dernier se dérouleront dans l'esprit de coopération qui doit présider à nos délibérations.

Je vous remercie.